L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 20 JANVIER 1859.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
EDITEURS-PROPRIETAIRES
G. F. WEISSE. M. DEUTSCH.
E. DUVERGER. S. HARBY.

Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 20 JANVIER.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'Encan de ce jour.

Par C. F. Girardey & Co. au City Hotel—7 octaves de choix.

Par C. E. Fandal, rue Orage—Meubles.

Par M. Barnett, jr., coin Chartres et St-Louis—Porcelaine et verrerie fine.

Par D. F. Murphy, 45 Magazine—Tabac—Lunettes, Pins, bonjour chandelles.

Par P. & H. Devergne, à la Bourse St-Louis—Terrains dans la rue Claiborne et dans le faubourg Tremé — Aussi—Residence dans la rue 3ème Annu.

Par E. Roger & Co, 28 Vieille-Levee—Broderies fraîchement reçues—Robes à chapeau—A 10 heures, sur le quai, Vieille Levee—Marchandises reçues à bord et en stores dites pour fenêtres.

Par F. Fernandez—Le stock du magasin de MM. Burkalt Bro, 48 Chartres.

Par B. Turpin, au magasin No 2 Conti—Vins fins en cruches et en barriques.

Un éclaircissement nécessaire.

Nous avons expliqué, tout récemment, d'une façon aussi nette et aussi impartiale que possible, ce qu'était la presse en France; par quel régime sévère et anormal elle était gouvernée. Nous avons dit également, avec une entière franchise, notre opinion sur le caractère politique de M. le comte de Montalembert et sur l'attitude qu'il a voulu prendre dans ce procès, en refusant la remise que lui avait accordée l'Empereur, des peines édictées contre lui par l'arrêt correctionnel.

Nous demandons à dire quelques mots encore sur ces questions, à propos de l'appel en cour impériale, dont nos lecteurs ont eu connaissance par les débats que nous avons publiés. Nous ne croignons pas qu'on nous objecte que ce sont là matières d'un ordre tout à fait secondaire pour ce pays-ci. Les questions qui touchent à des principes ou à l'Humanité est en jeu, à des sentimens qui font vibrer dans le cœur l'amour de la liberté et les fibres de la dignité, ces questions là sont de toutes les latitudes; elles rencontrent partout un écho sonore qui les répercute. Et quand bien même de tels exemples placés sous les yeux d'un peuple libre, ne serviraient qu'à démontrer à ceux qui regrettent, parfois, les excès passagers de la liberté, que le despotisme est encore le pire des fléaux pour une nation, nous croirons avoir fait notre devoir d'homme et de publiciste.

On a pu croire, un moment, que M. de Montalembert jouait une comédie politique et se donnait des airs de martyr en repoussant avec hauteur la grace que l'Empereur lui accordait. C'est là une grande erreur et qu'il importe de rectifier. La conduite de M. de Montalembert, à part l'éclat qui en a jailli et qui était du surtout à la haute position du condamné, était très simple, très logique et très prudemment calculée.

Que le sentiment qui a inspiré l'acte de Napoléon III ait été de non sinobre, on n'est pas encore à nous avons à examiner, pas nous importe, peu importait à M. de Montalembert; mais ce qui importait à ce dernier, c'est que, au nombre des quatre chefs d'accusation et de condamnation articulés contre lui, se trouvait celui "*d'offense à la personne de l'empereur.*" Et les choses vont reprendre leur train comme par le passé, et cette loi inconnue, terrible comme un arrêt du Conseil des Dix, digne de figurer dans l'arsenal judiciaire des temps où la torture du brodequin et les interrogatoires sur un gril rougi au feu, remplaçaient l'éloquence contemporaine des procureurs impériaux et la sagacité des juges d'instruction—cette loi dite de sûreté, sera maintenue!

Eh bien! franchement nous ne le croyons pas. On attribue à l'Empereur des sentiments de générosité et des accès de sensibilité qui, joints à son intelligence, ne manqueront pas, en présence d'un exemple si éclatant, de lui faire saisir le côté odieux et révoltant d'une pareille loi qui place le caprice de l'autorité au dessus de la sévérité même du plus sévère juge, et qui permet à un ministre implacable ou à un bas employé trop zélé de condamner à dix années d'exil à Lambessa, un homme qu'un tribunal n'aurait condamné qu'à un an de prison.

Et ce n'est pas un homme qu'un tribunal n'a pas voulu punir plus que la prison et qu'il a frappé!

Ah! qu'il nous soit permis d'espérer, pour l'honneur de la France, que les plaidoiries de MM. Dufaure et Berryer seront parvenus jusqu'aux oreilles de l'Empereur, et que la liberté de la défense, la seule qui soit restée à peu près intacte dans ce pays, sera suppléé, dans ce cas, la liberté de la presse et la liberté de la tribune. Il est vrai que si celles-ci eussent existé, la loi dite de sureté n'existerait pas! Pour certaines gens c'est une compensation.

LE PROCES MONTALEMBERT.—Nous publions aujourd'hui la fin des débats de ce procès devant la Cour Impériale [cour d'appel]. Comme nous avons l'habitude de créditer les sources où nous faisons ses emprunts, nous nous empressons de déclarer que nous avons copié le plaidoyer rendu, dans notre journal, que nous avons publié, dans la partie judiciaire de l'*Independance Belge*.

LES AFFAIRES A CHICAGO.—*La Tribune* de Chicago donne son numéro du 1er janvier, publie une statistique immense sur l'accroissement merveilleux des affaires dans cette ville pendant l'année qui vient de se terminer.

Les réceptions en grains se sont élevées à 23,000,000 barils, soit 15 pour cent de plus qu'en 1857.

La fabrication de la farine à Chicago s'est élevée, en 1858, à 1,562,000 barils, soit 58,000 barils de plus que l'année dernière.

Les locaux pour l'emmagasinage des grains et des farines ont coûté au-delà de 3 millions de dollars.

On a construit à Chicago, dans le courant de l'année dernière, 2,000 maisons qui ont coûté $3,344,000.

Le total des mandats à vue sur New-York par une seule maison de banque s'est élevé, en 1858, à $6,747,000.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles d'Europe
DE QUATRE JOURS PLUS RECENTES.

Arrivée du City of Washington

New-York, 19 janvier.—Le steamship City of Washington qui a quitté Liverpool le mercredi 5 janvier, est arrivé ici, avec des dates de Liverpool du jour de son départ, c'est-à-dire de quatre jours plus récentes que celles par le *Niagara* à Halifax.

*Marchés des coton*s.—Liverpool, 5 janvier.—Les ventes de deux jours (lundi et mardi) ont été de 12,000 balles, dont 1400 pour la spéculation et l'exportation. Le marché était lourd en clôture, mais généralement au même prix signalés par le Niagara.

Quelques autorités disent que les cours étaient moins bien tenus et accusent une baisse de 1/16 sur quelques qualités. Quoi qu'il en soit, les cours de vendredi dernier étaient en général les mêmes; le middling Orleans, 7 7/8; le middling Mobile 6 7/8.

MANCHESTER.—Les avis de Manchester étaient favorables. Il y avait une active demande sur les marchandises fabriquées et les prix avaient une tendance à la hausse.

FORTE BAISSE DES CONSOLIDÉS.—Londres, 5 janvier.—Les fonds étaient très dépréciés et avaient fléchi de 1/2 pour cent. Cette baisse est attribuée à l'attitude belliqueuse de la France contre l'Autriche. Les consolidés à terme ont fermé à 96 3/8 à 96 1/2 ex dividende.

CÉRÉALES.—Liverpool, 5 janvier.—Le marché des céréales était ferme en clôture. Le blé et le maïs avaient légèrement haussé et le marché était en général plus animé.

PROVISIONS.—Les provisions continuent à être lourdes avec peu de variation dans les prix. La graisse était ferme en clôture aux prix antérieurs.

NAPOLEON ET LE MINISTRE AUTRICHIEN.—Paris, 3 janvier.—A la réception du premier de l'an l'Empereur Napoléon a fait des observations menaçantes au ministre autrichien qui ont excité vivement l'attention, et ont été l'objet des causeries générales.

On fait à cause une panique à la Bourse de Paris et a produit une baisse de 1/2 pour cent dans les fonds anglais sur le marché de Londres.

AFFAIRES D'ITALIE.—Les affaires en Italie se compliquent de plus en plus et deviennent très inquiétantes.

L'AMNISTIE DANS L'INDE.—De récents avis de l'Inde ont été reçus en Angleterre.—Ils n'auraient aucun caractère intéressant.

L'amnistie offerte par la Reine aux prisonniers et aux condamnés politiques produit-sait un assez bon effet.

SUITE DES NOUVELLES
PAR LE CITY OF WASHINGTON.

LA FRANCE ET L'AUTRICHE.

Panique à Vienne.

LA LOMBARDIE PRESQU'EN ETAT DE SIEGE.

MENACES DE GUERRE DE TOUTES PARTS.

CRISE PROCHAINE.

L'ESPAGNE declare qu'elle ne vendra jamais Cuba.

Mêle coutûtère comme une insulte le Message de Buchanan.

PROBABILITE DE LA PAIX DANS L'INDE.

NOUVELLES COMMERCIALES.

New-York, 19.—Les nouvelles politiques reçues par le *City of Washington* sont d'une nature importante.

DISCOURS MENAÇANT DE NAPOLEON.

Londres, 5 janvier — Les paroles prononcées par Louis Napoléon, en s'adressant au ministre autrichien, ont été ainsi conçues:

"Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas si bonnes comme elles l'étaient avant, mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments *particuliers* pour lui ne sont pas changés."

Le ton emphatique et le geste animé dont l'Empereur Napoléon a accompagné ces paroles, ont produit une vive impression sur tous ses actes à venir. D'après la législation française, la grâce d'une peine n'enlève pas les conséquences attachées à cette peine. Un condamné à mort gracié, n'a pas la tête tranchée: mais il n'en demeure pas moins *mort civilement*, c'est à dire qu'il ne recouvre aucun des droits civils et civiques que sa condamnation lui avait enlevés. Un gracié n'est qu'un fait remise du restant de sa peine, même en rentrant dans la société, n'suppoeer qu'il y rentre, n'en demeure pas moins privé de tous ses droits et sous la surveillance de la haute police. En un mot, la remise d'une peine encourue pour un délit, n'efface pas le délit, et ne fait subsister toutes les conséquences. L'Empereur pouvait bien faire remise à M. le comte de Montalembert de 6 mois de prison et de 3,000 francs d'amende, mais il n'avait pas le droit de l'exonérer, contrairement au principe de la législation, du délit "*d'offense envers sa personne*" et par suite de toutes les conséquences terribles qui en découlent.

Le dégré de la peine n'y entre pour rien. Sur le dossier d'un homme condamné pour un délit analogue à celui dont M. de Montalembert avait été déclaré coupable, à dix jours de prison, un ministre avait ajouté: DIX ANS de bannissement. Le fait est signalé dans la plaidoirie de M. Berryer que nous reproduisons aujourd'hui.

Voilà donc à quoi se trouvait exposé M. le comte de Montalembert, lors même qu'il eut accepté la grâce qui lui était octroyée, avec de très bonnes et très pures intentions que nous voulons bien le croire. Voilà aussi du fond de quel abîme M. de Montalembert tenait consciencieusement, et tout naturellement, à sortir.

De là l'appel en cour impériale où M. le procureur-général a tenté de maintenir les quatre chefs d'accusation qui avaient fait la base de la condamnation en police correctionnelle.

La Cour, soit qu'elle ait été éclairée et convaincue par les admirables plaidoiries des deux illustres avocats; soit pour toute autre cause que nous n'essayons même pas d'imaginer dans l'intérêt de l'auteur, a écarté ce terrible chef d'accusation "*offense à la personne de l'Empereur.*"

C'est là que gît la victoire remportée par M. de Montalembert, par ses défenseurs, et par l'opinion publique qui, quoique peu éprise de la personne et du caractère de l'illustre accusé, s'était émue, cependant, des épouvantables conséquences d'une loi exceptionnelle dont les terribles effets ne s'étaient jamais manifestés et ouverisment.

Aujourd'hui Public de la cause de Montalembert, bien que condamné encore à trois mois de prison et à 3,000 francs d'amende, échappe, pour cette fois, à la perspective de Cayenne ou de Lambessa. Il n'est pas convaincu "*d'offense à la personne de l'Empereur.*" Et les choses vont reprendre leur train comme par le passé, et cette loi inconnue, terrible comme un arrêt du Conseil des Dix, digne de figurer dans l'arsenal judiciaire des temps où la torture du brodequin et les interrogatoires sur un gril rougi au feu, remplaçaient l'éloquence contemporaine des procureurs impériaux et la sagacité des juges d'instruction—cette loi dite de sûreté, sera maintenue!

Eh bien! franchement nous ne le croyons pas. On attribue à l'Empereur des sentiments de générosité et des accès de sensibilité qui, joints à son intelligence, ne manqueront pas, en présence d'un exemple si éclatant, de lui faire saisir le coté odieux et révoltant d'une pareille loi qui place le caprice de l'autorité au dessus de la sévérité même du plus sévère juge, et qui permet à un ministre implacable ou à un bas employé trop zélé de condamner à DIX ANNÉES d'exil à Lambessa, un homme qu'un tribunal n'aurait condamné qu'à UN AN DE prison.

Et ce n'est pas un homme qu'un tribunal n'a pas voulu punir plus que la prison et qu'il a frappé!

Ah! qu'il nous soit permis d'espérer, pour l'honneur de la France, que les plaidoiries de MM. Dufaure et Berryer seront parvenus jusqu'aux oreilles de l'Empereur, et que la liberté de la défense, la seule qui soit restée à peu près intacte dans ce pays, sera suppléé, dans ce cas, la liberté de la presse et la liberté de la tribune. Il est vrai que si celles-ci eussent existé, la loi dite de sureté n'existerait pas! Pour certaines gens c'est une compensation.

LE PROCES MONTALEMBERT.—Nous publions aujourd'hui la fin des débats de ce procès devant la Cour Impériale [cour d'appel]. Comme nous avons l'habitude de créditer les sources où nous faisons ses emprunts, nous nous empressons de déclarer que nous avons copié le plaqué rendu, dans notre journal, que nous avons publié, dans la partie judiciaire de l'*Independance Belge*.

LES AFFAIRES A CHICAGO.—*La Tribune* de Chicago donne son numéro du 1er janvier, publie une statistique immense sur l'accroissement merveilleux des affaires dans cette ville pendant l'année qui vient de se terminer.

Les réceptions en grains se sont élevées à 23,000,000 barils, soit 15 pour cent de plus qu'en 1857.

La fabrication de la farine à Chicago s'est élevée, en 1858, à 1,562,000 barils, soit 58,000 barils de plus que l'année dernière.

Les locaux pour l'emmagasinage des grains et des farines ont coûté au-delà de 3 millions de dollars.

On a construit à Chicago, dans le courant de l'année dernière, 2,000 maisons qui ont coûté $3,344,000.

Le total des mandats à vue sur New-York par une seule maison de banque s'est élevé, en 1858, à $6,747,000.

Washington, 19.—Au Sénat, le bill du chemin de fer du Pacifique a été discuté et plusieurs amendements proposés et rejetés.

Chambre.—M. Cobb a présenté un bill pour conférer au "Mobile and Ohio Railroad Company" le droit de transférer les terres publiques que lui ont été accordées par la Congrès, à la Compagnie du Mississipi et Alabama. Ce bill prolonge le temps alloué pour la terminaison du chemin de fer.—Adopté.

Faux check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans.

Louisville, 19 juin—Un homme qui se dit nommé Joseph Norton, de la Nouvelle-Orléans, a passé, vendredi dernier, à W. E. Snoddy, de notre ville, un check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans, soi-disant tiré par MM. Boshford, Brown & Co, et certifié par la Banque.

On est convaincu que c'est un faux check. Le contrefacteur on a obtenu $48,000 en argent, $2000 en bons du Hardin Railroad et le billet de M. Snoddy pour la balance.

Norton a également fait passer plusieurs petits checks contrefaits à divers personnes. Il n'est enfui et l'on ne sait où le trouver.

New-York, 19—Le marché au coton était soutenu aujourd'hui et a clos ferme. Il n'est vendu 6000 balles: middling 12 à 12 1/4. Farine bien demandée; blé du Sud 4 39; autre forme de 7 à 8; café très recherché—Vente de 10,000 sacs à 11 1/2 et 11 3/4.

Cincinnati, 18 janvier—Le marché aux farines était actif aujourd'hui à $4 90 à 5—Whisky ferme à 22 1/2—Western mess porc à $17 50—Mélasse de 34 à 35 cts, prix ferme.

CÉRÉALES—Liverpool, 5 janvier.—Le marché des céréales était ferme en clôture. Le blé et le maïs avaient légèrement haussé et le marché était en général plus animé.

PROVISIONS.—Les provisions continuent à être lourdes avec peu de variation dans les prix. La graisse était ferme en clôture aux prix antérieurs.

NAPOLEON ET LE MINISTRE AUTRICHIEN—Paris, 3 janvier.—A la réception du premier de l'an l'Empereur Napoléon a fait des observations menaçantes au ministre autrichien qui ont excité vivement l'attention, et ont été l'objet des causeries générales.

On fait à cause une panique à la Bourse de Paris et a produit une baisse de 1/2 pour cent dans les fonds anglais sur le marché de Londres.

AFFAIRES D'ITALIE.—Les affaires en Italie se compliquent de plus en plus et deviennent très inquiétantes.

L'AMNISTIE DANS L'INDE.—De récents avis de l'Inde ont été reçus en Angleterre.—Ils n'auraient aucun caractère intéressant.

L'amnistie offerte par la Reine aux prisonniers et aux condamnés politiques produit-sait un assez bon effet.

Washington, 19—Au Sénat, le bill du chemin de fer du Pacifique a été discuté et plusieurs amendements proposés et rejetés.

Chambre.—M. Cobb a présenté un bill pour conférer au "Mobile and Ohio Railroad Company" le droit de transférer les terres publiques que lui ont été accordées par la Congrès, à la Compagnie du Mississipi et Alabama. Ce bill prolonge le temps alloué pour la terminaison du chemin de fer.—Adopté.

Faux check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans.

Louisville, 19 juin—Un homme qui se dit nommé Joseph Norton, de la Nouvelle-Orléans, a passé, vendredi dernier, à W. E. Snoddy, de notre ville, un check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans, soi-disant tiré par MM. Boshford, Brown & Co, et certifié par la Banque.

On est convaincu que c'est un faux check. Le contrefacteur on a obtenu $48,000 en argent, $2000 en bons du Hardin Railroad et le billet de M. Snoddy pour la balance.

Norton a également fait passer plusieurs petits checks contrefaits à divers personnes. Il n'est enfui et l'on ne sait où le trouver.

New-York, 19—Le marché au coton était soutenu aujourd'hui et a clos ferme. Il n'est vendu 6000 balles: middling 12 à 12 1/4. Farine bien demandée; blé du Sud 4 39; autre forme de 7 à 8; café très recherché—Vente de 10,000 sacs à 11 1/2 et 11 3/4.

Cincinnati, 18 janvier—Le marché aux farines était actif aujourd'hui à $4 90 à 5—Whisky ferme à 22 1/2—Western mess porc à $17 50—Mélasse de 34 à 35 cts, prix ferme.

CÉRÉALES—Liverpool, 5 janvier.—Le marché des céréales était ferme en clôture. Le blé et le maïs avaient légèrement haussé et le marché était en général plus animé.

PROVISIONS.—Les provisions continuent à être lourdes avec peu de variation dans les prix. La graisse était ferme en clôture aux prix antérieurs.

NAPOLEON ET LE MINISTRE AUTRICHIEN—Paris, 3 janvier.—A la réception du premier de l'an l'Empereur Napoléon a fait des observations menaçantes au ministre autrichien qui ont excité vivement l'attention, et ont été l'objet des causeries générales.

On fait à cause une panique à la Bourse de Paris et a produit une baisse de 1/2 pour cent dans les fonds anglais sur le marché de Londres.

AFFAIRES D'ITALIE.—Les affaires en Italie se compliquent de plus en plus et deviennent très inquiétantes.

L'AMNISTIE DANS L'INDE.—De récents avis de l'Inde ont été reçus en Angleterre.—Ils n'auraient aucun caractère intéressant.

L'amnistie offerte par la Reine aux prisonniers et aux condamnés politiques produit-sait un assez bon effet.

SUITE DES NOUVELLES
PAR LE CITY OF WASHINGTON.

LA FRANCE ET L'AUTRICHE.

Panique à Vienne.

LA LOMBARDIE PRESQU'EN ETAT DE SIEGE.

MENACES DE GUERRE DE TOUTES PARTS.

CRISE PROCHAINE.

L'ESPAGNE declare qu'elle ne vendra jamais Cuba.

Mêle coutûtère comme une insulte le Message de Buchanan.

PROBABILITE DE LA PAIX DANS L'INDE.

NOUVELLES COMMERCIALES.

New-York, 19.—Les nouvelles politiques reçues par le *City of Washington* sont d'une nature importante.

DISCOURS MENAÇANT DE NAPOLEON.

Londres, 5 janvier — Les paroles prononcées par Louis Napoléon, en s'adressant au ministre autrichien, ont été ainsi conçues:

"Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas si bonnes comme elles l'étaient avant, mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments *particuliers* pour lui ne sont pas changés."

Le ton emphatique et le geste animé dont l'Empereur Napoléon a accompagné ces paroles, ont produit une vive impression sur tous ses actes à venir. D'après la législation française, la grâce d'une peine n'enlève pas les conséquences attachées à cette peine. Un condamné à mort gracié, n'a pas la tête tranchée: mais il n'en demeure pas moins *mort civilement*, c'est à dire qu'il ne recouvre aucun des droits civils et civiques que sa condamnation lui avait enlevés. Un gracié n'est qu'un fait remise du restant de sa peine, même en rentrant dans la société, n'supposer qu'il y rentre, n'en demeure pas moins privé de tous ses droits et sous la surveillance de la haute police. En un mot, la remise d'une peine encourue pour un délit, n'efface pas le délit, et ne fait subsister toutes les conséquences. L'Empereur pouvait bien faire remise à M. le comte de Montalembert de 6 mois de prison et de 3,000 francs d'amende, mais il n'avait pas le droit de l'exonérer, contrairement au principe de la législation, du délit "*d'offense envers sa personne*" et par suite de toutes les conséquences terribles qui en découlent.

Le dégré de la peine n'y entre pour rien. Sur le dossier d'un homme condamné pour un délit analogue à celui dont M. de Montalembert avait été déclaré coupable, à dix jours de prison, un ministre avait ajouté: DIX ANS de bannissement. Le fait est signalé dans la plaidoirie de M. Berryer que nous reproduisons aujourd'hui.

Voilà donc à quoi se trouvait exposé M. le comte de Montalembert, lors même qu'il eut accepté la grâce qui lui était octroyée, avec de très bonnes et très pures intentions que nous voulons bien le croire. Voilà aussi du fond de quel abîme M. de Montalembert tenait consciencieusement, et tout naturellement, à sortir.

De là l'appel en cour impériale où M. le procureur-général a tenté de maintenir les quatre chefs d'accusation qui avaient fait la base de la condamnation en police correctionnelle.

La Cour, soit qu'elle ait été éclairée et convaincue par les admirables plaidoiries des deux illustres avocats; soit pour toute autre cause que nous n'essayons même pas d'imaginer dans l'intérêt de l'auteur, a écarté ce terrible chef d'accusation "*offense à la personne de l'Empereur.*"

C'est là que gît la victoire remportée par M. de Montalembert, par ses défenseurs, et par l'opinion publique qui, quoique peu éprise de la personne et du caractère de l'illustre accusé, s'était émue, cependant, des épouvantables conséquences d'une loi exceptionnelle dont les terribles effets ne s'étaient jamais manifestés et ouverisment.

Aujourd'hui Public de la cause de Montalembert, bien que condamné encore à trois mois de prison et à 3,000 francs d'amende, échappe, pour cette fois, à la perspective de Cayenne ou de Lambessa. Il n'est pas convaincu "*d'offense à la personne de l'Empereur.*" Et les choses vont reprendre leur train comme par le passé, et cette loi inconnue, terrible comme un arrêt du Conseil des Dix, digne de figurer dans l'arsenal judiciaire des temps où la torture du brodequin et les interrogatoires sur un gril rougi au feu, remplaçaient l'éloquence contemporaine des procureurs impériaux et la sagacité des juges d'instruction—cette loi dite de sûreté, sera maintenue!

Eh bien! franchement nous ne le croyons pas. On attribue à l'Empereur des sentiments de générosité et des accès de sensibilité qui, joints à son intelligence, ne manqueront pas, en présence d'un exemple si éclatant, de lui faire saisir le coté odieux et révoltant d'une pareille loi qui place le caprice de l'autorité au dessus de la sévérité même du plus sévère juge, et qui permet à un ministre implacable ou à un bas employé trop zélé de condamner à DIX ANNÉES d'exil à Lambessa, un homme qu'un tribunal n'aurait condamné qu'à UN AN DE prison.

Et ce n'est pas un homme qu'un tribunal n'a pas voulu punir plus que la prison et qu'il a frappé!

Ah! qu'il nous soit permis d'espérer, pour l'honneur de la France, que les plaidoiries de MM. Dufaure et Berryer seront parvenus jusqu'aux oreilles de l'Empereur, et que la liberté de la défense, la seule qui soit restée à peu près intacte dans ce pays, sera suppléé, dans ce cas, la liberté de la presse et la liberté de la tribune. Il est vrai que si celles-ci eussent existé, la loi dite de sureté n'existerait pas! Pour certaines gens c'est une compensation.

LE PROCES MONTALEMBERT.—Nous publions aujourd'hui la fin des débats de ce procès devant la Cour Impériale [cour d'appel]. Comme nous avons l'habitude de créditer les sources où nous faisons ses emprunts, nous nous empressons de déclarer que nous avons copié le plaqué rendu, dans notre journal, que nous avons publié, dans la partie judiciaire de l'*Independance Belge*.

LES AFFAIRES A CHICAGO.—*La Tribune* de Chicago donne son numéro du 1er janvier, publie une statistique immense sur l'accroissement merveilleux des affaires dans cette ville pendant l'année qui vient de se terminer.

Les réceptions en grains se sont élevées à 23,000,000 barils, soit 15 pour cent de plus qu'en 1857.

La fabrication de la farine à Chicago s'est élevée, en 1858, à 1,562,000 barils, soit 58,000 barils de plus que l'année dernière.

Les locaux pour l'emmagasinage des grains et des farines ont coûté au-delà de 3 millions de dollars.

On a construit à Chicago, dans le courant de l'année dernière, 2,000 maisons qui ont coûté $3,344,000.

Le total des mandats à vue sur New-York par une seule maison de banque s'est élevé, en 1858, à $6,747,000.

Washington, 19—Au Sénat, le bill du chemin de fer du Pacifique a été discuté et plusieurs amendements proposés et rejetés.

Chambre.—M. Cobb a présenté un bill pour conférer au "Mobile and Ohio Railroad Company" le droit de transférer les terres publiques que lui ont été accordées par la Congrès, à la Compagnie du Mississipi et Alabama. Ce bill prolonge le temps alloué pour la terminaison du chemin de fer.—Adopté.

Faux check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans.

Louisville, 19 juin—Un homme qui se dit nommé Joseph Norton, de la Nouvelle-Orléans, a passé, vendredi dernier, à W. E. Snoddy, de notre ville, un check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans, soi-disant tiré par MM. Boshford, Brown & Co, et certifié par la Banque.

On est convaincu que c'est un faux check. Le contrefacteur on a obtenu $48,000 en argent, $2000 en bons du Hardin Railroad et le billet de M. Snoddy pour la balance.

Norton a également fait passer plusieurs petits checks contrefaits à divers personnes. Il n'est enfui et l'on ne sait où le trouver.

New-York, 19—Le marché au coton était soutenu aujourd'hui et a clos ferme. Il n'est vendu 6000 balles: middling 12 à 12 1/4. Farine bien demandée; blé du Sud 4 39; autre forme de 7 à 8; café très recherché—Vente de 10,000 sacs à 11 1/2 et 11 3/4.

Cincinnati, 18 janvier—Le marché aux farines était actif aujourd'hui à $4 90 à 5—Whisky ferme à 22 1/2—Western mess porc à $17 50—Mélasse de 34 à 35 cts, prix ferme.

CÉRÉALES—Liverpool, 5 janvier.—Le marché des céréales était ferme en clôture. Le blé et le maïs avaient légèrement haussé et le marché était en général plus animé.

PROVISIONS.—Les provisions continuent à être lourdes avec peu de variation dans les prix. La graisse était ferme en clôture aux prix antérieurs.

NAPOLEON ET LE MINISTRE AUTRICHIEN—Paris, 3 janvier.—A la réception du premier de l'an l'Empereur Napoléon a fait des observations menaçantes au ministre autrichien qui ont excité vivement l'attention, et ont été l'objet des causeries générales.

On fait à cause une panique à la Bourse de Paris et a produit une baisse de 1/2 pour cent dans les fonds anglais sur le marché de Londres.

AFFAIRES D'ITALIE.—Les affaires en Italie se compliquent de plus en plus et deviennent très inquiétantes.

L'AMNISTIE DANS L'INDE.—De récents avis de l'Inde ont été reçus en Angleterre.—Ils n'auraient aucun caractère intéressant.

L'amnistie offerte par la Reine aux prisonniers et aux condamnés politiques produit-sait un assez bon effet.

SUITE DES NOUVELLES
PAR LE CITY OF WASHINGTON.

LA FRANCE ET L'AUTRICHE.

Panique à Vienne.

LA LOMBARDIE PRESQU'EN ETAT DE SIEGE.

MENACES DE GUERRE DE TOUTES PARTS.

CRISE PROCHAINE.

L'ESPAGNE declare qu'elle ne vendra jamais Cuba.

Mêle coutûtère comme une insulte le Message de Buchanan.

PROBABILITE DE LA PAIX DANS L'INDE.

NOUVELLES COMMERCIALES.

New-York, 19.—Les nouvelles politiques reçues par le *City of Washington* sont d'une nature importante.

DISCOURS MENAÇANT DE NAPOLEON.

Londres, 5 janvier — Les paroles prononcées par Louis Napoléon, en s'adressant au ministre autrichien, ont été ainsi conçues:

"Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas si bonnes comme elles l'étaient avant, mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments *particuliers* pour lui ne sont pas changés."

Le ton emphatique et le geste animé dont l'Empereur Napoléon a accompagné ces paroles, ont produit une vive impression sur tous ses actes à venir. D'après la législation française, la grâce d'une peine n'enlève pas les conséquences attachées à cette peine. Un condamné à mort gracié, n'a pas la tête tranchée: mais il n'en demeure pas moins *mort civilement*, c'est à dire qu'il ne recouvre aucun des droits civils et civiques que sa condamnation lui avait enlevés. Un gracié n'est qu'un fait remise du restant de sa peine, même en rentrant dans la société, n'supposer qu'il y rentre, n'en demeure pas moins privé de tous ses droits et sous la surveillance de la haute police. En un mot, la remise d'une peine encourue pour un délit, n'efface pas le délit, et ne fait subsister toutes les conséquences. L'Empereur pouvait bien faire remise à M. le comte de Montalembert de 6 mois de prison et de 3,000 francs d'amende, mais il n'avait pas le droit de l'exonérer, contrairement au principe de la législation, du délit "*d'offense envers sa personne*" et par suite de toutes les conséquences terribles qui en découlent.

Le dégré de la peine n'y entre pour rien. Sur le dossier d'un homme condamné pour un délit analogue à celui dont M. de Montalembert avait été déclaré coupable, à dix jours de prison, un ministre avait ajouté: DIX ANS de bannissement. Le fait est signalé dans la plaidoirie de M. Berryer que nous reproduisons aujourd'hui.

Voilà donc à quoi se trouvait exposé M. le comte de Montalembert, lors même qu'il eut accepté la grâce qui lui était octroyée, avec de très bonnes et très pures intentions que nous voulons bien le croire. Voilà aussi du fond de quel abîme M. de Montalembert tenait consciencieusement, et tout naturellement, à sortir.

De là l'appel en cour impériale où M. le procureur-général a tenté de maintenir les quatre chefs d'accusation qui avaient fait la base de la condamnation en police correctionnelle.

La Cour, soit qu'elle ait été éclairée et convaincue par les admirables plaidoiries des deux illustres avocats; soit pour toute autre cause que nous n'essayons même pas d'imaginer dans l'intérêt de l'auteur, a écarté ce terrible chef d'accusation "*offense à la personne de l'Empereur.*"

C'est là que gît la victoire remportée par M. de Montalembert, par ses défenseurs, et par l'opinion publique qui, quoique peu éprise de la personne et du caractère de l'illustre accusé, s'était émue, cependant, des épouvantables conséquences d'une loi exceptionnelle dont les terribles effets ne s'étaient jamais manifestés et ouverisment.

Aujourd'hui Public de la cause de Montalembert, bien que condamné encore à trois mois de prison et à 3,000 francs d'amende, échappe, pour cette fois, à la perspective de Cayenne ou de Lambessa. Il n'est pas convaincu "*d'offense à la personne de l'Empereur.*" Et les choses vont reprendre leur train comme par le passé, et cette loi inconnue, terrible comme un arrêt du Conseil des Dix, digne de figurer dans l'arsenal judiciaire des temps où la torture du brodequin et les interrogatoires sur un gril rougi au feu, remplaçaient l'éloquence contemporaine des procureurs impériaux et la sagacité des juges d'instruction—cette loi dite de sûreté, sera maintenue!

Eh bien! franchement nous ne le croyons pas. On attribue à l'Empereur des sentiments de générosité et des accès de sensibilité qui, joints à son intelligence, ne manqueront pas, en présence d'un exemple si éclatant, de lui faire saisir le coté odieux et révoltant d'une pareille loi qui place le caprice de l'autorité au dessus de la sévérité même du plus sévère juge, et qui permet à un ministre implacable ou à un bas employé trop zélé de condamner à DIX ANNÉES d'exil à Lambessa, un homme qu'un tribunal n'aurait condamné qu'à UN AN DE prison.

Et ce n'est pas un homme qu'un tribunal n'a pas voulu punir plus que la prison et qu'il a frappé!

Ah! qu'il nous soit permis d'espérer, pour l'honneur de la France, que les plaidoiries de MM. Dufaure et Berryer seront parvenus jusqu'aux oreilles de l'Empereur, et que la liberté de la défense, la seule qui soit restée à peu près intacte dans ce pays, sera suppléé, dans ce cas, la liberté de la presse et la liberté de la tribune. Il est vrai que si celles-ci eussent existé, la loi dite de sureté n'existerait pas! Pour certaines gens c'est une compensation.

LE PROCES MONTALEMBERT.—Nous publions aujourd'hui la fin des débats de ce procès devant la Cour Impériale [cour d'appel]. Comme nous avons l'habitude de créditer les sources où nous faisons ses emprunts, nous nous empressons de déclarer que nous avons copié le plaqué rendu, dans notre journal, que nous avons publié, dans la partie judiciaire de l'*Independance Belge*.

LES AFFAIRES A CHICAGO.—*La Tribune* de Chicago donne son numéro du 1er janvier, publie une statistique immense sur l'accroissement merveilleux des affaires dans cette ville pendant l'année qui vient de se terminer.

Les réceptions en grains se sont élevées à 23,000,000 barils, soit 15 pour cent de plus qu'en 1857.

La fabrication de la farine à Chicago s'est élevée, en 1858, à 1,562,000 barils, soit 58,000 barils de plus que l'année dernière.

Les locaux pour l'emmagasinage des grains et des farines ont coûté au-delà de 3 millions de dollars.

On a construit à Chicago, dans le courant de l'année dernière, 2,000 maisons qui ont coûté $3,344,000.

Le total des mandats à vue sur New-York par une seule maison de banque s'est élevé, en 1858, à $6,747,000.

Washington, 19—Au Sénat, le bill du chemin de fer du Pacifique a été discuté et plusieurs amendements proposés et rejetés.

Chambre.—M. Cobb a présenté un bill pour conférer au "Mobile and Ohio Railroad Company" le droit de transférer les terres publiques que lui ont été accordées par la Congrès, à la Compagnie du Mississipi et Alabama. Ce bill prolonge le temps alloué pour la terminaison du chemin de fer.—Adopté.

Faux check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans.

Louisville, 19 juin—Un homme qui se dit nommé Joseph Norton, de la Nouvelle-Orléans, a passé, vendredi dernier, à W. E. Snoddy, de notre ville, un check sur la Banque des Citoyens de la Nouvelle-Orléans, soi-disant tiré par MM. Boshford, Brown & Co, et certifié par la Banque.

On est convaincu que c'est un faux check. Le contrefacteur on a obtenu $48,000 en argent, $2000 en bons du Hardin Railroad et le billet de M. Snoddy pour la balance.

Norton a également fait passer plusieurs petits checks contrefaits à divers personnes. Il n'est enfui et l'on ne sait où le trouver.

New-York, 19—Le marché au coton était soutenu aujourd'hui et a clos ferme. Il n'est vendu 6000 balles: middling 12 à 12 1/4. Farine bien demandée; blé du Sud 4 39; autre forme de 7 à 8; café très recherché—Vente de 10,000 sacs à 11 1/2 et 11 3/4.

Cinc